L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 4 AOUT 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN 4 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leur salles d'encan, —bottes, souliers et bro lequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—bottes, souliers et brodequins.

Le Congrès de Bruxelles.

En Europe les propositions de congrès sont toujours venues après les grandes guerres, et ont toujours été faites par les puissances auxquelles la guerre a le mieux réussi. Ces puissances comprenant que le droit du plus fort n'est pas absolument le droit le plus légitime, bien qu'il puisse être passagèrement le plus solide, s'empressent ordinairement de chercher des adhésions à des principes internationaux qui leur sont utiles.

Ainsi, le Congrès de Bruxelles a été demandé par la Prusse qui, toute victorieuse qu'elle est fût à l'égard de la France, semble être tourmentée de l'idée que la guerre n'est pas finie, et qu'elle sera à craindre tant que la France existera. Par cette même raison aussi, les Grandes Puissances qui n'ont retiré aucun avantage du conflit franco-allemand de 1870, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche, n'ont envoyé qu'à contre-cœur des délégués à ce Congrès, et pour les y déterminer, l'Allemagne a été obligée de changer quelque peu son programme.

D'un tel programme est resté exclusivement exécrer et l'on dirait qu'il est fait tout exprès pour une campagne prochaine. Le projet prussien porte le titre de convention internationale concernant les lois et les coutumes de la guerre, et expose tout d'abord certains principes généraux sur ce que la guerre peut être. C'est une lutte entre deux nations et leurs armées, mais ce n'est pas une guerre entre leurs sujets. L'idée est civilisée mais elle n'est pas de la Prusse; elle vient de Napoléon I, qui en a fait bien souvent le fond de ses proclamations en Italie, en Allemagne, surtout en Egypte, où l'on n'entrevoyait pas des choses semblables, et où elles valaient à Paris de nos premiers généraux, le nom glorieux de " Sultan Juste."

En cela, le programme de la Prusse est un plagiat qu'elle trouve bon d'exploiter aujourd'hui dans son intérêt, puisqu'elle s'est mis dans la tête de vouloir jouer en Europe un rôle napoléonien. Après cet exposé où les gouvernements sont attaqués mais où les sujets sont épargnés, le projet contient 56 sections, sur ce qui doit ou ne doit pas être permis en temps de guerre à l'autorité militaire sur le territoire ennemi, et nous y trouvons tout d'abord, une théorie qui nous paraît être de nature à soulever une vive opposition dans le Congrès.

Suivant cette doctrine, l'occupation d'une portion du territoire d'un Etat, amène pour complément l'autorité légale de cet Etat et y substitue celle de l'ennemi, de telle sorte que si quelque particulier de la population y est trouvé en armes, cette partie ne sera pas traitée comme prisonnière de guerre.

C'est là un trait prussien, franchement et le plus caractéristique de tous. Il éteint l'esprit de résistance; il étouffe le patriotisme. Les citoyens n'ont plus la liberté de se faire soldats pour défendre leur pays, parce qu'ils jettent aux armes, à la vue d'une escouade de soldats étrangers; il faut qu'ils se soumettent et se fassent d'eux mêmes les gendarmes de l'ennemi, avant même qu'on est ennemi ait combattu en conquis, sous peine d'être traités comme insurgés, comme scélérats et comme traîtres.

Pareille clause n'a pu être imaginée que par une puissance qui a des projets et qui veut ajouter des conquêtes à celles qu'elle a déjà faites. Elle est dirigée contre, contre la France, et c'est presqu'une déclaration de guerre. La France a battu bien souvent l'Europe coalisée, bas n'nous doutons que les leçons des guerres de Napoléon aient laissé des souvenirs assez amers pour justifier l'esprit de cette précaution allemande. Nous ne pensons pas que l'Angleterre, la Russie et l'Allemagne veuillent s'y associer.

Dans les dispositions préliminaires s'écoule le venin de la Prusse. Les autres peuvent être discutées et considérées par le premier juge venu.

L'armée d'occupation, par exemple, n'a aucun droit de saisir les églises et les établissements de charité. La saisie des monnaies, des œuvres d'art ou des musées est sévèrement blâmée.

Parmi les moyens de guerre qui doivent être interdits, sont le poison, l'assassinat en traître, le massacre des prisonniers, le refus de faire quartier, la menace d'exterminer une garnison qui défend avec obstination une forteresse, et l'emploi d'armes causant des souffrances inutiles, telles que des projectiles remplis de verres brisés ou des balles exposées d'un pendentif ou de tout autre manière.

Les villes fortifiées peuvent seules être assiégées. Une ville ouverte, qui n'est pas défendue par des troupes, ne peut être ni assiégée ni bombardée; et une ville ne peut être bombardée sans avoir été prévenue, et ne devra être mise au pillage après qu'elle aura été prise.

Les personnes prises dans des ballons ne seront pas regardées comme des espions. Les correspondants et autres personnes qui accompagnent les armées bien qu'elles ne soient pas combattantes pourront être faits prisonniers de guerre. Ils ne sont pas criminels mais ennemis légaux et ils seront attachés de nouveau vais traitements et violences. Ils pourront être jugés dans une ville, dans une citadelle ou une localité, mais ils ne seront pas emprisonnés comme des criminels.

Un prisonnier de guerre pourra être tué s'il essaye à s'évader et pendant sa tentative; mais une fois repris, il ne pourra pas être puni pour celle-ci, bien que la surveillance puisse être augmentée.

Les prisonniers de guerre pourront être employés dans certains travaux publics non faisants ou humiliants, en égard au rang et à la position sociale qu'ils occupent dans leurs pays, pourvu que ces travaux n'aient aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Tel est le sommaire du projet allemand sur lequel les Grandes Puissances délibèrent à Bruxelles en ce moment. Il n'a rien de bien important à ce qu'il nous semble à propos de l'occupation du territoire envahi d'un Etat, section où se révèlent les intentions et les inquiétudes de la Prusse. Elle a beau faire, la Prusse, comme puissance impériale, est mal affermie en Europe; elle n'est pas même affermie en Allemagne, dont les faibles Etats, craignant le retour de la France, jetteur qui leur paraît certain, n'appuyeront qu'avec répugnance les vistes et les imaginations du roi Guillaume.

Sous tous autres rapports, le Congrès International de Bruxelles, nous paraît être dénué d'intérêt. Les règlements qu'on veut y faire prévaloir sont de ceux auxquels il a toujours manqué des tribunaux pour les mettre en vigueur. On ne demande pas raison à la force qui a la dessus, et quant au vaincu, il est assez puni de sa défaite. Quand il perd un territoire et qu'il l'abandonne pour avoir la paix, on ne va pas lui demander s'il a usé ou non, usé d'armes permises, et lui même ni personne, n'osa adresser la même question au vainqueur. Les meilleurs règlements sont ceux que la civilisation impose à la conscience des belligérants, et qui n'ont pas besoin d'être établis par un Congrès pour devenir obligatoires. On sait si bien cela partout que la nouvelle du Congrès de Bruxelles n'a éveillé sérieusement l'attention de personne, et nous ne croyons pas que ses délibérations soient de nature à couper les diverses lignes de télégraphie transatlantique aux dépens d'autres faits européens. Nous voyons même dire que les Carlistes, auxquels récemment, on imputa tant d'actes odieux, chimériques peut-être, ne s'en inquiéteront pas.

C. H. Zimmermann, 139 rue du Canal, paie le plus haut prix pour le vieil argent, le vieil or et les diamants.

Club démocrate auxiliaire du second ward.

M. Kellogg ayant déclaré, il y a quelques jours, que, loin d'avoir l'intention de se prévaloir du bill d'élection dénoncé au Sénat des Etats-Unis, il voulait au contraire que les élections prochaines eussent lieu d'une manière loyale, sans priver du droit de suffrage ceux qui légalement peuvent voter et sans admettre à ce droit ceux qui ne peuvent l'exercer légalement, nous suggérâmes l'idée de lui proposer, pour remédier aux vices de la loi d'enregistrement, de partager entre les deux partis les places d'enregistreurs et d'inspecteurs, ici à la ville et dans toutes les paroisses. L'affaire est simple, disions-nous; là où l'enregistreur ou l'inspecteur sera radical, les assistants proposés seront démocrates et là où l'enregistreur ou l'inspecteur sera démocrate, les assistants proposés seront radicaux, et recommandation sera faite à tous de s'acquitter fidèlement et honnêtement de leurs devoirs.

Si M. Kellogg suit ce conseil, il pourvera sa sincérité. Si non, nous saurons ce qu'il est. Nous ajoutions que cette proposition devrait lui être faite par une délégation des clubs ou par une commission d'hommes notables représentant le parti démocrate ou conservateur de la Nouvelle-Orléans.

Ce conseil vient d'être suivi par le Club Democrate Auxiliaire du second ward de la ville, sous la présidence de M. T. E. Burke, et MM. Charles Longue, R. Stewart Denne?, D. M. Kelley et le Dr. L. M. Cowan ont été nommés pour aller présenter à M. Kellogg les résolutions passées à cet effet.

Une copie de ces résolutions sera adressée à tous les clubs démocratiques de cette ville et de l'Etat, avec invitation de concourir à cette juste demande, et les membres du comité désignés ci-dessus communiqueront les dites résolutions au comité central démocratique d'Etat.

Après le petit scandale causé au Sénat des Etats-Unis par la découverte du bill d'élection et après l'assurance donnée par le général West au sénateur Bayard que M. Kellogg ne le signerait jamais, nous ne voyons pas comment M. Kellogg pourrait se refuser à la demande des clubs, bien qu'elle ne concerne que le bill d'enregistrement tout récemment promulgué. Le bill d'enregistrement, ne valant pas mieux que le bill d'élection, doit être neutralisé dans la pratique de manière à ne pas unire à un parti plutôt qu'à l'autre.

Nous avons le regret d'annoncer la mort d'un des plus anciens résidants de notre ville, M. David McCoard.

Natif d'Irlande, le défunt vint s'établir à la Nouvelle-Orléans en 1836, où jusqu'à l'heure de sa mort il joua un rôle important dans le commerce. Employé pendant nombre d'années dans la maison Aarson Cohen, comme chef de bureau, il en devint plus tard le successeur, et fonda subséquemment la compagnie de chemin de fer "Crescent City," dont il fut le premier président. Appelé à faire partie des bureaux de direction de la banque du Canal et de la compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, il apporta dans l'accomplissement de ses nouveaux devoirs une prudence et une sagesse qui lui acquirent l'estime et l'affection de tous.

La mort récente d'une de ses sœurs l'affligea douloureusement, et l'atteignit dans une de ses plus chères affections; ce qui, probablement, a hâté sa fin.

Ses funérailles auront lieu ce matin.

GRAND CONCERT.—Le concert qui se donnera ce soir au bénéfice du prof. Robert Meyer paraît devoir être une grande affaire. Non seulement on y entendra une belle et bonne musique, mais encore de fort belles voix qui exécuteront des morceaux d'ensemble, avec le concours du prof. G. Collignon, de M. J. Caulier et nombre d'artistes et amateurs distingués. Voyez le programme qui est fort attrayant.

Un assortiment entièrement nouveau de véritable "Jass anglais", en parures, bracelets, boucles, vinaigrettes, colliers, chaînes de montres, croix, &c., chez Zimmermann, 139 rue du Canal.

BILLET GAGNANT.—M. R. Baumgartner, fabricant de cigares, rue des Magasins 57, au coin de la rue Natchez, certifie, ainsi qu'on le verra dans une notice signée de lui et insérée plus loin, qu'ayant acheté pour $2 50 au bureau de Jos. Gros, 532 rue Dryades, entre les rues Soniat et Josephine, un quart du billet simple No 9215 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane qui a gagné le prix capital de Dix mille piastres, au tirage de samedi dernier, le 1er août 1874, le montant représentant le quart du dit billet lui a été payé comptant et sur présentation au bureau de la compagnie.

BEAUX MEUBLES ET MEUBLES A BON MARCHÉ.—Pour trouver ce double avantage, il faut se rendre au magasin de M. Jos. Hubbard, à l'encoignure des rues Remparts et Perdido. Nous pouvons donner aux personnes qui tiennent maison, et qui veulent acheter des meubles, la certitude qu'elles seront satisfaites, et elles veulent prendre la peine d'aller faire la visite que nous indiquons. Les meubles de M. Hubbard sont élégants et très solides.

Le procès relatif au pillage de l'évêché d'Autun pendant la guerre, vient d'être terminé

On se rappelle le rôle qu'aurait joué le capitaine Mick, organisateur du pillage sous prétexte de chercher un Prussien qui n'existait pas. Mick a persisté dans les moyens de défense qu'il avait adoptés pendant l'instruction; il prétend avoir reçu des ordres du commandant Chapeau, et se dit homme d'ordre au point d'avoir été dégradé à combattre contre la Commune. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'on n'a pas voulu de lui dans aucun régiment.

Le capitaine Paget, qui a joué le second rôle, n'a pas reçu d'ordres du commandant Chapeau, mais il a obéi à Mick, qui était plus ancien que lui.

Paget est encore accusé d'avoir acheté à Connelly une montre qu'il savait avoir été volée pendant le pillage de l'évêché.

Les autres accusés s'efforcent d'atténuer leur faute; ils nient la participation aux perquisitions, ou prétendent qu'ils ont obéi.

Les témoins ne font que répéter les faits que nous avons indiqués.

L'abbé M. Zoyet cherche à atténuer les responsabilités; il oublie facilement les injures.

Le docteur Bertoldt raconte qu'il a interrogé Chapeau sur les ordres que celui-ci aurait donnés, et que Chapeau a déclaré n'en avoir donné aucun.

Le concierge de l'évêché rend compte d'un propos tenu la veille de la perquisition : un franc-tireur lui dit : "Nous entrerons chez vous, et si vous vous y opposez, nos balles servirons."

Le valet de chambre et le cuisinier se plaignent qu'on leur ait volé, à l'un sa montre, à l'autre son porte-monnaie.

On entend encore le célèbre Bordone, chef d'état-major de Garibaldi.

Bordone, disensile à sa louange, une fois n'est pas coutume, a eu l'attitude la plus convenable. Il a décliné toute solidarité avec les pillards, a raconté que lorsqu'on lui apprit les faits accomplis, son premier soin serait été d'assembler une cour martiale et de prévenir le gouvernement de Rome.

Il affirme que le commandant Chapeau n'a pas donné à Mick l'ordre dont il s'est vanté. Mick a été immédiatement révoqué.

Un franc-tireur avait fait de son chef une perquisition; Bordonne le fit juger le soir même et fusiller le lendemain matin.

Tous les accusés, à l'exception de deux, ont été déclarés coupables; mais le conseil de guerre leur a accordé le bénéfice des circonstances atténuantes.

En conséquences, ils ont été condamnés: Mick, à quinze ans de travaux forcés, Paget et Concetty à dix ans de réclusion.

C. H. Zimmermann, 139 rue du Canal, emploie les meilleurs horlogers, et Pon peut se fier aux montres réparées et réglées par eux.

—M. Rochefort, qui publie à Londres, sous le titre de *Rochefort Chronique*, un vrai pamphlet hebdomadaire et politique, cherche par tous les moyens possibles à l'introduire en France; c'est ainsi que des numéros sont parvenus à Paris, les uns apportés par des voyageurs, les autres soigneusement dissimulés dans les plis de journaux anglais traitant de matières scientifiques ou économiques. Le fait a été porté aussitôt à la connaissance de l'autorité, qui a pris les mesures nécessaires pour mettre obstacle à cette fâcheuse et criminelle propagande.

Louisiane.

Nous lisons dans le *Soviet* de la Louisiane :

Grande Assemblée de la Ligue Blanche.

En réponse à un appel fait par plus de six cents votants de la Paroisse Iberie, une Assemblée a eu lieu à la Nile-Iberie, le samedi 25 juillet, sur le terrain appartenant à M. W. Weeks, et connu sous le nom de Chênière (Oak Grove,) dans le but d'organiser la Ligue Blanche dans la dite paroisse.

A 11 heures A. M. l'Assemblée fut appelée à l'ordre par M. E. S. Perry. La première question fut celle de l'élection d'un président. M. Hypolite Pavost fut proclamé tel, à l'unanimité, qui, après avoir exprimé en peu de mots le but de la réunion, en prit le siége. Les personnes dont les noms suivent, furent ensuite nommées par acclamation vice-présidents :

Onésime Bernard	William Fisher
J Auser Loreau	Ferdinand Romero
Jacques Dubouen	Bill aire Landry
Adolphe Ségura	Adolphe Bérard
Viel Darby	Charles Delcambre
W M Richardson	Noel Delatte
Alcide Dugat	Marcelin Ozbrs
Eloi DeBoisen	L H Whitworth
Sylvestre Romero	Duelém Bonin
Armand Breaux	James H Walker
Alf DeLaHoussaye	Louis Delcambre
A L Mouton	L St M Darby
E Monos	Nat Henderson
S Montagne Sr	Dr John Gay
Henry Lemaire	Francois Dalay
Joseph LeBlanc	Alcée Bonteé
H B Bayard	W F Hudson
J D Broussard	Louis Migues
Th B Robertson	John Bienvenu
Théo. Delcambre	D U Broussard
Théo. Ringuette	E B Olivier

Editeur Dugas

Ces messieurs ayant pris leurs sièges, MM. Narcisse Landry, Ulger Roméro et Julius Robertson, furent choisis pour secrétaires. Sur une motion de M. E. S. Perry, le président fut autorisé et requis de nommer un comité de cinq, pour former les résolutions, et en conséquence, le président nomma les personnes suivantes :

E. S. Perry, Chas. Meyer, H. B. Bayard, Adolphe Ségura et Chas. Clère qui se retirèrent immédiatement pour délibérer à ce sujet.

Le premier orateur, l'Hon. C. H. Minton, de Lafayette, parla en français : à la conclusion de son discours, trois hurrah furent donnés pour l'orateur et la Paroisse Lafayette, et le triple pour la Ligue Blanche, la bande de musique ayant joué en sur fort applaudi.

Le Comité des Résolutions, par l'organe de son président, M. E. S. Perry, soumit à l'assemblée les résolutions suivantes, qui après avoir été lues en français et en anglais, furent reçues et adoptées avec enthousiasme :

Attendu, que depuis plusieurs années, le gouvernement de l'Etat est tombé entre les mains d'officiers ignorants et corrompus; nos revenus dissipés et divertis au profit de la vilaine individuelle, notre peuple opprimé, volé et dégradé, tandis que sa propriété dépréciée par taxe tyrannique et frauduleuse, disparaît rapidement sous le marteau inexorable du collecteur;

Attendu, que la Législature, secondée par un exécutif et un judiciaire dévoués, qui sous le prétexte de légiférer pour le bien de la population entière, n'ont fait, en réalité, que favoriser le nègre au détriment de la race blanche, au point de avoir abandonné les intérêts entiers de l'Etat;

Attendu, que nous reconnaissons dans l'état actuel des choses, le fruit réfléxe de nos efforts passés, à concilier le vote nègre, qui a été dû à l'octroi du droit de suffrage sur la base de race, et, que, l'expérience du passé nous a démontré être incapable de gouverner, de même que le fait, que ne pouvons plus longtemps tempérer si nous voulons conserver le peu qui nous reste ;

Et Attendu, que nous aimons notre race, notre honneur, notre Etat et notre liberté, reconnaissant les droits de tous les hommes, et mus seulement par le motif de protection personnelle ;

Qu'il soit résolu, 1.—Que, considérant que le jour est passé où toute démarche ou tentative de compromis avec le nègre devrait être faite, nous implorons notre citoyenne blanche d'organiser, afin de combattre victorieusement aux polls, l'ennemi de la race que nous aimons et le nègre.

2°. Que notre seul but par de remettre le gouvernement de l'Etat dans les mains de la race blanche, entre les mains de la race blanche, afin qu'il soit administré sagement et économiquement, pour le bien-être de tous sans distinction.

3°. Que pour réussir dans nos efforts à régénérer l'Etat et sauver son peuple, il nous faut être unis, et dans ce but nous invitons tout homme blanc à se joindre à nous, et de faire cause commune avec nous.

4°. Que tout en respectant le droit des autres, nous sommes déterminés à repousser tout empiétement sur ceux de notre race.—Ainsi donc, soyons unis, prompts et décisifs.

5°. Que nous connaissons le principe que la charité bien ordonnée commence par soi, que nos amis, et eux seulement, peuvent prétendre à notre appui et notre support dans l'avenir—que nous ne devons rien à nos ennemis—à ceux, qui, soit directement ou indirectement, ouvertement ou secrètement, ont conspiré contre nos intérêts.

6o. Que nous ne saurions trouver d'expression pour exprimer notre condamnation et notre mépris pour ces renégats, qui par vénalité et dans un but d'intérêt, se sont rangés avec les ennemis de leur race, et, qui se servent d'exemple l'influence qu'ils peuvent avoir, pour l'humilier et la dégrader.

7o. Qu'un comité de cinq, devant être connu comme le Comité Central de la "Ligue Blanche" de la Paroisse, sera nommé par le Président de ce meeting, dont les Président et de chaque Club seront de droit, membres, et il sera du devoir du dit Comité, de dresser autant de que possible, une constitution, des lois et statuts, afin de compléter au plus tôt, l'organisation de la Ligue Blanche de la Paroisse Iberie.

8o. Nous recommandons à tous les blancs des différents Wards de la paroisse, de commencer à s'organiser immédiatement à suite, même sans la présence d'un membre du Comité Central, et qu'il sera du devoir de chaque Président du Club ainsi formé d'en informer le Comité Central, immédiatement après l'organisation.

Le président de l'assemblée, depuis nommé pour le comité Exécutif de la Paroisse, MM. Chas. Clère, W. F. Wevle, Viel Darby, F. Dupérier et R. S. Perry, L'Hon. E. H. Marr de la Nile Orléans, prononça alors un éloquent discours en anglais, puis fut suivi par le Col. Alcide DeBlanc, en français, et M. Louis en Caffery, en anglais. Les discours étant terminés, sur motion il fut résolu,

Que les remerciements sincères de l'assemblée soient offerts à MM. Mouton, Marr, DeBlanc et Caffery, pour l'assistance qu'ils ont bien voulu rendre à la cause de la civilisation blanche dans ce paroisse, par leurs nobles et éloquents discours.

Il a été de plus résolu, que jusqu'à la prochaine issue du journal le Sucrier de la Louisiane, le président soit autorisé à nommer les membres du Comité Central Exécutif, s'il soit requis d'en être un des membres.

Résolu, Que les journaux le Picayune, l'Abeille, le Bulletin et le Sucrier de la Louisiane, reçoivent une copie de ces résolutions qu'ils sont priés de publier.

H. PATOUT.
Président

U. ROMERO,
N. LANDRY,
J. ROBERTSON. } Secrétaires.

Pour "allonger" la vie, on achète une "Longinnes", ces montres délabrées en métaux ou en argent que Zimmermann offre à des prix très raisonnables.

Le Message paraît avoir produit une sensation dans le centre gauche.

D'un côté, M. Thiers et ses amis, qui ont pour objectif la chute du maréchal, inclinent à se rallier à la gauche et à voter avec elle dans toutes les circonstances que va produire la discussion des lois constitutionnelles.

De l'autre, les membres du centre gauche, qui sont avant tout, par position et par défaut d'ambition personnelle, comme valeurs, tendent à se rapprocher du maréchal et à le soutenir sur le terrain préparé par M. de Ventavon. Ces messieurs se disent satisfaits du titre de "président de la République," reconnu par le projet Ventavon au chef du pouvoir exécutif, et déclarent ne vouloir pas aller au-delà pour l'instant.

Dans peu de jours, nous aurons pouvoir juger de ce groupe, car il n'est pas douteux que, d'ici au vote des lois constitutionnelles, les membres dissidents du centre gauche auront formellement fait M. Thiers avec l'habileté qu'on lui connaît et la persuasion séductrice qui caractérise l'ancien chef de l'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

ELECTIONS RADICALES EN VILLE.

Un meurtre et plusieurs rixes.

Samedi dernier, le comité radical était en émoi et les différentes factions sous les armes, car il s'agissait de l'élection des délégués à la convention radicale, qui doit choisir les candidats aux différentes places lucratives de la paroisse et de l'Etat.

On appréhendait des troubles sérieux et la police métropolitaine avait reçu l'ordre de se tenir prête à supprimer toute émeute. C'est été sérieux de voir le grand général Badger forcé de mitrailler ses amis, mais, heureusement, les nègres ne se sont pas montrés belliqueux et se sont contentés de faire une consommation effrayante de liqueur nationale; de sorte, que le whiskey seul a coûté à Soto et qu'il n'y a pas eu assez de sang versé.

Pinchback et ses partisans ont été battus sur toute la ligne et le *Boss* Packard et ses amis ont triomphé.

La plupart des délégués élus appartiennent au parti de la douane. Ils ont divisé, quant à la couleur, presqu'exactement par moitié, afin de ne pas faire de jaloux.

On nous dit que Pinch prétend contester l'élection, mais, dans le cas où il le tenterait ses efforts n'aboutiraient à rien, car Packard est trop fort et il est soutenu à la Nouvelle-Orléans par James Lewis, qui s'impose chez nous comme département des améliorations.

C'est la lutte de pot de fer contre le pot de terre.

Tout obéit à son ancien Packard, tout est ligué contre lui, il se trouve placé sous la surveillance de la police de Mr. Kellogg !

Les nègres sont de véritables esclaves politiques, et ils n'osent jamais secouer le joug de leurs maîtres, les carpet-baggers. Quand ils se permettent d'émettre une opinion qui ne soit pas précisément celle dorée d'après l'avis des chefs, ils sont accusés ou réduits au silence par des menaces; quand ils osent protester, ils sont assassinés et mis au ban du parti.

C'est par de tels moyens que la discipline la plus stricte est maintenue dans leurs rangs; et le jour des élections, ces pauvres esclaves sont poussés en avant et ils votent sans trop savoir ce qu'ils font.

Dans le septième ward, un malheureux du nom de Allen Harris, a été poignardé et tué à mort. L. M. Dubart est tué sans motif apparent.

L'assassin se trouvait au coin des rues Union et Dauphine, parlant et gesticulant avec fureur, au milieu d'un groupe composé de Louis Lévêque, alias Petit Louis, George Guillaume, John Célestin et J. J. Octair, lorsque Harris s'avança auprès d'eux et demandé sa part de la plaisanterie quelle était la cause de tout ce tapage.

Dupart s'est élancé aussitôt sur lui, comme un fou furieux, l'a frappé à la figure, et avant que le malheureux eut eu le temps de se mettre sur ses gardes contre une attaque aussi soudaine, il lui a enfoncé un couteau dans le côté gauche, au-dessous du cœur.

Allen Harris n'a jeté qu'un cri et il s'est abattu comme une masse.

Un certain Alexander Davis, qui se trouvait non loin de là, a fait un mouvement comme pour arrêter l'assassin ; mais celui-ci l'a menacé de son couteau tout sanglant et s'est enfui, suivi de ses quatre compagnons.

Dimanche après-midi, les cinq ont été arrêtés et enfermés à la station de police du troisième précinct.

Le malheureux Harris était âgé de trente-deux ans et laisse une veuve sans le sou et trois enfants en bas âge.

Le Medical Discovery dans son seul comté de toute notre population d'hommes de couleur dans l'armée fédérale.

On a lieu de supposer qu'il a été tué tout simplement parce qu'il était un des partisans de Pinchback.

Dans différents ward plusieurs tentatives ont été faites par les amis des candidats désappointés pour briser les urnes dans lesquelles les votes étaient déposés; quelques coups de pistolet ont été tirés par des radicaux plus exaltés que de raison, mais il n'y a eu rien de grave, sauf l'assassinat que nous venons de raconter.

L'ordre a pu être rétabli après les élections. Dimanche soir, un certain J. W. Hoxburgh, un commissaire d'élection de 1ume ward, pour la faction de Pinchback, a été assommé sur les rues Canal et Bourbon, par plusieurs hommes appartenant à Packard.

Ce qu'il y a de plus fort, c'est que Hoxburgh appelait au secours de toute la force de ses poumons, le police. Tous le monde en fait l'éloge.

Bain—et vite

R. L. POITE & Co.

Décédé, dimanche dernier, 2 août, à Miss. LOUISA CAILLAVET, épouse de feu Etienne Le faure.

Les amis de la famille sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 4½ heures de l'après-midi, de sa résidence, No. 312 de la rue du Canal.

L. A. FOURNIER,
Trésorier.

2 août et 3 août.

Décédé, hier lundi à 4 heures de l'après-midi, DOMINIQUE LOUIS, à l'âge de trente-deux ans, natif de Rabastence, Hautes-Pyrenées, (France).

Les amis et connaissance de ces braves frères Pierre Icendre et Jean Frédéric, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 4½ heures de l'après-midi, de la résidence de ce dernier résidence rue Peyfres, entre Esmarte et Roman.

Décédé, lundi matin 3 du courant, à neuf heures dix minutes, à l'âge de cinquante-deux ans et demi, DAVID McCOARD, né à Belfast, Irlande, et habitant à la Nouvelle-Orléans depuis trente-huit ans et demi. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à ses funérailles, qui auront lieu DEMAIN, à 4 heures de l'après-midi, de la résidence, No. 312 de la rue du Canal.

Décédée hier soir, à 8 heures de l'après-midi, à l'âge de cinquante-cinq ans, Mme. SYLVANIE FELICITÉ ROUMAIN, veuve de J. J. Nogués, capitaine au long cours, natif de Bordeaux (France) et résidant de cette ville depuis 31 ans.

Le convoi mortuaire partira de demeure de ce matin, M. Paul Rodelà, 77 rue Rotherez, entre les rues St. Claude et Roumparts, cette après-midi à deux heures.

La Convention Démocratique aura lieu à Baton-Rouge.

Le sous-comité de trois nommé par le comité de soixante-dix, composé de MM. E. John Ellis, Eugène Waggaman et H. H. Ogden, s'est présenté, hier après-midi, devant le comité général démocratique de l'Etat et lui a présenté une communication pour demander comme convention, peu importante en fait, aux exigences de quelques paroisses du Nord de la Louisiane, de convoquer la convention d'Etat à Baton-Rouge et non plus à la Nouvelle-Orléans.

Les membres du Comité Central, après une consultation, ont consenti au changement de lieu, et la proclamation suivante a été lancée :

Quartier Général du Comité Central)
Démocratique de la Louisiane. }
Nouvelle Orléans, 3 août 1874.)

A une réunion des membres de ce comité la résolution suivante a été adoptée :

Résolu, que la convention démocratique de l'Etat aura lieu à Baton Rouge.

ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.

W. J. BUDDENDORFF,
Secrétaire.

Club dramatique d'Orléans.

Nous recevons une gracieuse invitation du club dramatique d'Orléans, nous priant d'assister à leur quatrième représentation annuelle au théâtre des Variétés, vendredi soir, le 7 de ce mois.

Le spectacle se composera de trois pièces, "Une touche d'nature," "Kind to a fault," "Woodcock's little game."

Les membres du Club dramatique d'Orléans ont eu la complaisance de réserver une loge pour l'usage des représentants de la Presse.

Nous les prions d'accepter nos remerciements.

Sauvé par un nickel.

Dimanche vers minuit, plusieurs hommes à la mine suspecte et légèrement ivres sont entrés dans un char au coin des rues Urselines et Bourgogne, et se trouvant seul avec le conducteur, ils ont cru qu'ils pourraient voler facilement la caisse. Ils ont donc commencé par chercher une mauvaise querelle à celui-ci, et l'un des bandits lui a porté un coup sur la tête avec la crosse d'un pistolet qui l'a renversé.

Alfred Mann, c'est le nom du conducteur, s'est défendu courageusement, mais, il ne pouvait rien, seul contre tous. Un coup de pistolet lui a été tiré et la balle l'a atteint à la ceinture. Il était perdu sans un *nickel*, qu'il avait dans la ceinture où il déposa l'argent pour la change, et contre lequel la balle s'est aplatie.

Le sifflet d'un officier de police a effrayé les misérables qui se sont élancés hors du char et qui ont réussi à s'esquiver, grâce à l'obscurité.

Hier matin, trois personnages, porteurs des noms de Peter Cooper, Mike Sullivan, et John McOliue, ont été arrêtés, accusés d'avoir fait le coup.

Un certain M. Keegan, ayant été appelé comme témoin a été reconnu par le conducteur Mann, comme un autre des bandits. Il a donc été imprisonné avec ses trois compagnons.

Hôtel de Ville.

Le montant de taxes de 1874, qui a été collecté pendant le mois de juillet, s'élève à $202,280. Le total collecté jusqu'au 31 juillet pour la dite année est de $1,242,260 40.

Rapport des coroners.

Voici le rapport des deux coroners de la ville et leur compte pour le mois de juillet ;

Coroner Folwell.

Dix-neuf enquêtes à $20	$ 380
Quarante-huit levées de corps à $5	240
Vingt-quatre enterrements à $10	240
Total	$1000

Coroner Grayer.

Vingt-huit enquêtes à $20	$ 560
Trente huit levées de corps à $5	190
Trente-et-un enterrements à $10	310
Total	$1,060

Sitter et Maggiori

Ces deux experts ont joué hier soir une partie à quatre billes en 1200 points au "Crescent Hall," pour un enjeu de $100.

Henry Miller a remporté une victoire facile battant son adversaire de plus de mille points.

Sa moyenne approche de soixante et il a fait de très jolies séries. Frank Maggiori n'a pas le calme qui le caractérise habituellement, mais il paraissait nerveux et agité.

C'est lui qui avait lancé le défi pour cette partie.

SALLE GRUNEWALD.
GRAND
Concert Vocal et Instrumental,
Offert par les amateurs et les membres de l'orchestre des concerts Tivoli à leur chef
Le Prof. ROBERT MEYER,
avec le concours de Mme. Pauline Canonge, J. Caulier et un grand nombre d'artistes et 25 Exécutants.
MARDI soir, 4 Août 1874.
PROGRAMME.
Ouverture de la Gazza Ladra.....Rossini
Chanson en Allemand par Mme H., Mlle S. MM. M. C. et M.
Valse—Histoire des Nuits de Vienne.....Meyer
Fantaisie de la Muette de Portici.....Auber
Chanson en Italien par Mme H. et J. Meyer
Avec accompagnement d'orchestre.
Fin du Concert.....Meyer
Pour la Danse.....Meyer
Entrée, $1.
Salle Grunewald.
Mardi, 4 Août 1874.
Grand Concert Vocal et Instrumental
Offert par les Sauveteurs et les membres de l'Association des Pompiers de Crescent
Prof. ROBERT MEYER.
Directeur d'orchestre.
MM. G. Collignon et J. Caulier, ainsi que plusieurs autres artistes et amateurs ont promis leur concours pour rendre le programme intéressant.
PRIX DE BILLET 50 Cents.
Les billets se vendent également le programme, Rue Canal, et No 36 de la rue Bourbon, et à la porte.
1 août—3t
Disparu.
MITCHEL DARANOVA a disparu depuis le 27 juillet dernier. Il a environ 18 ans, est de taille moyenne, a les cheveux noirs et les yeux bleus. Il est très petit pour son âge. Il portait un habit noir et un pantalon gris. Toute personne qui donnera des renseignements sur le jeune homme susmentionné, ou qui le ramènera à sa famille, recevra une bonne récompense.
Les parents sont priés de ne pas le laisser sortir seul, car il est très peureux.
Les journaux de la ville sont priés de donner cette annonce.
J. CHAMPAGNE,
Rue Bourbon, entre les rues Conti et Bienville.
1 août—3t
B. F SIMMS,
Au No. 32 de la rue Natchez,
Afforde aux Messieurs intéressés, et à ceux qui désirent se procurer une bonne affaire, l'occasion de faire un choix parmi un assortiment de
Montres en or et argent, Chaînes, Bijoux, Diamants, Bagues, Boucles d'oreilles, Epingles, Boutons de manchettes, Couverts, Cuillers, Fourchettes, Montres de poche, Montres de dames, Montres de fantaisie, Montres de gousset, Montres de marine, Montres de précision, Montres de voyage, Montres de table, Montres de cheminée, Montres de nuit, Montres de bureau, Montres de salon, Montres de cabinet, Montres de chambre, Montres de toilette, Montres de bal, Montres de théâtre, Montres de jardin, Montres de promenade, Montres de ville, Montres de campagne, Montres de course, Montres de chasse, Montres de pêche, Montres de pêche, Montres de pêche